



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – MB – 2026 – I – 131

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Ruitz

Société PPG AC France

Arrêté du 29 MAI 2026 portant abrogation de la mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 17 avril 1980 autorisant la société Ripolin-Goerget-Freitag, devenue la société PPG AC France, dont le siège social est situé 1-3, rue de l'Union à Rueil-Malmaison (92500), à exploiter une unité de fabrication de peinture située dans la zone industrielle, 350, avenue Charles Pecqueur à Ruitz (62620) ;

Vu l'arrêté du 10 octobre 2025 mettant en demeure la société PPG AC France de respecter les dispositions des articles 29-1 et 29-3 de l'arrêté du 3 octobre 2010 et celles de l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée sur le site le 30 janvier 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 22 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

- les constats réalisés durant la visite d'inspection du 30 janvier 2026 sont suffisants et répondent aux exigences de la mise en demeure susvisée ;
- il convient donc d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 10 octobre 2025 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1er : Objet

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 10 octobre 2025 susvisé, pris à l'encontre de la société PPG AC France, dont le siège social est situé 1-3, rue de l'Union à Rueil-Malmaison (92500) et qui exploite une unité de fabrication de peinture située dans la zone industrielle, 350, avenue Charles Pecqueur à Ruitz (62620), **sont abrogées**.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de Béthune et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société PPG AC France et dont une copie sera transmise au maire de Ruitz.

À Arras,

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe MARX

Copie :

- au directeur de la société PPG AC France ;
- au sous-préfet de Béthune ;
- au maire de Ruitz ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France – UD de l'Artois.